

1707

ARCHIVES
DE LA
VILLE DE DIJON

161

I



ARRÊST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY,

QU'Il ordonne que le Sieur Pierre Briffon Secrétaire du Roy en la Chancellerie près le Parlement de Dijon, payera les Droits de Détail des Vins par luy vendus dans la Ville de Nevers; sauf à luy à exercer son privilège, concernant l'exemption desdits Droits, dans la Ville de Dijon.

Du 16. Août 1707.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat

VEU au Conseil d'Estat du Roy l'Arrest rendu en iceluy le cinq Avril dernier sur la Requête de Remy Bourdois, Sousfermier des Aydes de l'Election de Nevers, tendante à ce que pour les causes y contenuës, il plût à Sa Majesté, sans s'arrêter à la Sentence des Elûs de Nevers du vingt Juin mil sept cent cinq, ny à l'Arrest de la Cour des Aydes de Paris du vingt-deux Février mil sept cent sept, condamner Pierre Briffon, Secrétaire du Roy en la Chancellerie, près le Parlement de Dijon, à payer les droits de détail des Vins par luy vendus dans la Ville de Nevers, sauf à luy d'exercer son privilège dans la Ville de Dijon, ainsi qu'il avisera, par lequel Arrest Sa Majesté, avant faire droit sur ladite Requête, auroit ordonné qu'elle seroit communiquée audit Briffon pour y répondre dans quinzaine du jour de la signification dudit Arrest; & ce fait, ou à faute de ce faire, estre ordonné ce

qu'il appartiendrait; l'Exploit de signification dudit Arrest du douze dudit mois d'Avril dernier; Requête dudit Briffon, signifiée le six May ensuivant, tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté lui donner Acte de ce qu'il employoit le contenu en ladite Requête pour réponse à celle dudit Bourdois, inserée audit Arrest du cinq dudit mois d'Avril. Ce faisant, & attendu que par les Edits du mois d'Octobre mil sept cent un, & Février 1703, il est porté que les Secretaires du Roy, près les Chancelleries des Cours Superieures, jouiront de leurs Droits, Privilèges & Exemptions, encore qu'ils ne soient domiciliés dans les Lieux où les Chancelleries sont établies, ledit Bourdois fût débouté de sa demande, & pour l'indue vexation condamné en l'amende de 450. livres, & aux dépens. Autre Requête dud. Bourdois, signifiée le 13. dudit mois de May, servant de Replique à celle dudit Briffon, & tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté luy adjuger ses conclusions avec dépens; autre Requête dudit Briffon signifiée le 17. dudit mois de May, tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté luy donner Acte de ce que pour salvations contre la replique dudit Bourdois, il employe le contenu en ladite Requête; ce faisant luy adjuger les conclusions qu'il avoit cy devant prises, avec amende & dépens; autre Requête dudit Bourdois, signifiée le 18. dudit mois de Mai, par laquelle il persiste en ses premières conclusions; autre Requête dud. Briffon, signifiée le 3. Juin dernier, par laquelle il a pareillement persisté aux conclusions de ses précédentes Requêtes; Arrest du Conseil du 14. dudit mois de Juin, portant qu'avant faire droit sur l'instance, le Procureur General de la Cour des Aydes de Paris, enverroit incessamment au Conseil les motifs de l'Arrest de ladite Cour dudit jour 22. Février dernier, pour iceux vûs & rapportez au Conseil, estre ordonné ce qu'il appartiendrait. Veu aussi les motifs dudit Arrest envoyez par ledit Procureur General le 13. Juillet dernier; ladite Sentence des Eleus de Nevers du 20 Juin 1705. ledit Arrest de la Cour des Aydes de Paris du 22. Février 1707. led. Edit du mois d'Octobre 1701, celui du mois de Février 1703. autre du mois de Janvier 1706 concernant les Privilèges des Secretaires du Roy, près les Chancelleries des Cours Superieures, ensemble les Articles I. & II. du Titre des Exemptions

des Droits de détail de l'Ordonnance de 1680. Ouy le Rapport du Sieur Fleuriau d'Armenonville, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Directeur des Finances. LE ROY EN SON CONSEIL, faisant droit sur l'Instance, sans s'arrêter à la Sentence des Elûs de Nevers du vingt Juin mil sept cent cinq, ny à l'Arrest de la Cour des Aydes de Paris du vingt-deux Février mil sept cent sept, que Sa Majesté a cassés, a ordonné & ordonne que ledit Brissou, sera tenu de payer les Droits de Détail des Vins qu'il a vendus, & qu'il vendra dans la Ville de Nevers, sauf à luy d'exercer son Privilège, concernant l'exemption desdits Droits dans la Ville de Dijon, ainsi qu'il avisera bon estre. FAIT au Conseil d'Etat du Roy, tenu à Versailles le seizième jour d'Aoust mil sept cent sept. Collationné. Signé, R A N C H I N.

Collationné à l'Original par Nous Ecuyer Conseiller-Secrétaire du Roy, Maison, Couronne de France & de ses Finances.